

SERGE-CHRISTOPHE
KOLM

SOLUTIONS SOCIALISTES

CONTRIBUTIONS DE :

PIERRE MENDES-FRANCE, JAN TINBERGEN,
GUNNAR MYRDAL, ALFRED SAUVY,
JEAN FOURASTIE, PIERRE DROUIN,
ALAIN VERNAY, JACQUES CHONCHOL,
PIERRE NAVILLE, YVON BOURDET,
MICHEL RAPTIS, ANDRE GRANOU,
ALAIN LIPIETZ, ALAIN WOLFELSPERGER,
JOÃO MARTINS PEREIRA,
GERARD FUCHS, J.-R. LESELBAUM,
CHRISTIAN BARRERE, PIERRE DUHARCOURT,
BRANKO HORVAT, HUGH DALTON.

Éditions Ramsay

La transition socialiste
et la question du pouvoir

João Martins Pereira

Ministre de l'Industrie dans le Gouvernement Provisoire du Portugal en 1975, João Martins Pereira, « marxiste indépendant », est aussi ingénieur, économiste, et auteur de nombreux livres et articles. Son dernier ouvrage O Socialismo, a Transição e o Caso Português(1), est une contribution essentielle à la théorie des « crises pré-révolutionnaires », construite surtout à partir de l'expérience portugaise récente.

De l'analyse de La Transition Socialiste qu'il présente ici, passionnante et profonde en tous points, le temps fort semble être le suivant. Le changement effectif et substantiel de la société ne peut être fait que par un pouvoir fort ; une gauche accédant au pouvoir politique par des élections avec seulement une faible majorité ne peut pas faire grand-chose ; une telle situation peut tout au plus, si elle est accompagnée de mouvements de masse, constituer un processus, ou une crise, « pré-révolutionnaires ». On peut noter que c'est justement pour cette raison que le Parti communiste italien refuse le pouvoir légal en ce moment : ce qu'il peut avoir, c'est entrer dans une coalition qui n'aurait que quelques sièges de majorité, et cela ne lui paraît pas lui donner le moyen de réaliser les changements de la société profonds qu'il vise. Le Parti communiste français tient sans doute un raisonnement semblable.

Pour chaque phénomène, il y en a plusieurs autres qui sont

(1) Librairie Bertrand, Amadora et Lisbonne, Portugal.

chacun une cause sine qua non pour le premier. Appeler l'un de ceux-ci sa cause est légitime si c'est fructueux pour ce que l'on veut faire de cette remarque. Il est en ce sens légitime de dire que le manque de pouvoir révolutionnaire est la cause de l'échec des transitions décrites (Portugal, Chili, etc.). En particulier parce que cela soulève la question centrale suivante.

Il y a deux façons d'être de gauche sérieusement. On peut les appeler, selon par exemple les noms attribués aux deux fractions correspondantes du Parti communiste japonais, l'Anarchiste et la Bolchevique, soit la voie A et la voie B. La voie A est, selon les lieux, « conseilliste », « autogestionnaire », profondément démocratique, parfois teintée de spontanéisme ; elle part des « bases » qu'elle n'unit que par des « fédérations ». La voie B repose sur un Parti, peut-être « de la classe ouvrière », structuré, hiérarchisé, « démocratique » au sens du centralisme.

La plupart des arguments de João Martins Pereira semblent démontrer que la voie A échoue parce que cette gauche n'a pas de pouvoir fort, quand elle n'est pas soutenue par le pouvoir d'un gouvernement fort et favorable. La voie B, par contre, quand elle prend du poids, secrète certainement un pouvoir fort. Mais grâce à un Parti tendant à se bureaucratiser, à engendrer une « nouvelle classe dirigeante », à se constituer en pouvoir soviétique contre le pouvoir des soviets (conseils) ; un Parti stalinotrope sinon goulagophore.

Il faut donc trouver la voie A efficace, ou une voie C, la troisième voie de gauche. João Martins Pereira appelle fort bien à « l'émergence d'un nouveau pouvoir d'État, très imbriqué dans les masses, qui sera, lui, le pouvoir révolutionnaire ». J'applaudis, mais il nous faut maintenant préciser ce que pourra être exactement cette structure des décisions. Sans oublier d'abord que la fin est la fin du pouvoir de l'homme sur l'homme. Il faut analyser de près dans quelle mesure le non-pouvoir, la « désobéissance civile », peut avoir un effet de contre-pouvoir. Il faut inventer des contre-pouvoirs qui ne débordent pas la limite de la ligne de front, et qui s'auto-

détruisent quand ils ont gagné. Et il faut penser fort à cela maintenant plutôt que l'apprendre médiocrement par de nouvelles étapes du chemin de croix des peuples.

En tout cas, João Martins Pereira ne pose que de bonnes questions.

Je passe maintenant à deux points spécifiques mais fort importants et très liés à l'ensemble de l'argument.

João Martins Pereira écrit dans une note de son texte que le « poids » réel du secteur nationalisé au Portugal était « très inférieur » à 60 %, chiffre que j'avais « estimé » et qui était « couramment cité ». Comme je l'indique dans *La Transition Socialiste*, un tel « poids » peut être mesuré de diverses façons, qui donnent des résultats très différents. Ce peut par exemple être la proportion de la valeur du produit (chiffre d'affaire), ou de la valeur ajoutée, ou du profit, ou des effectifs employés (ou des ouvriers ou des cadres), ou des exportations, ou des importations, ou de la valeur du capital fixe (plus peut-être celle des stocks et fonds de roulement), ou du capital financier possédé, ou du capital net des dettes, ou de mesures de pouvoirs d'influencer, etc. Quelle est la bonne mesure? Cela dépend de ce qu'on veut en faire. Dans *La Transition Socialiste*, c'est la propriété du capital qui est considérée. D'après les chiffres dont je dispose, le secteur nationalisé au Portugal, dans l'industrie nationale, en été 1975, avait les trois cinquièmes du capital, le tiers de la main-d'œuvre, le quart du produit, le vingtième des exportations (mais toutes ces données sont elles-mêmes sujettes à discussion).

D'autre part, si les conquêtes sociales de la « révolution » portugaise sont freinées, il en reste encore beaucoup de choses. La réforme agraire sera bien, comme prévu, appliquée à toutes les exploitations, mais, il est vrai, la « réserve » que l'ancien propriétaire conserve a été accrue, ce qui diminue la portée de cette réforme. Et les libertés individuelles restent encore. Il a toujours été clair que, à cause de la proximité de l'Europe de l'Ouest plus riche, la social-démocratie, rebaptisée « socialisme démocratique » à l'usage de l'Europe du Sud, avait plus de chances que les autres voies au Portugal. Il n'en reste pas

moins que des formes plus socialistes et plus démocratiques y ont été beaucoup plus étendues et nombreuses qu'ailleurs et ont eu beaucoup plus de chances qu'ailleurs de s'étendre encore. On comprend la déception devant les reculs actuels. Mais l'histoire n'est pas finie. La prochaine vague ira encore plus loin, au Portugal comme ailleurs.

S.-C. K.

« Ni périr, comme au Chili, ni trahir, comme au Portugal. » En France, « ne soyons pas les acteurs du jamais deux sans trois ». Voilà deux formules qui, en fin de compte, ressemblent à une autre bien du goût des maoïstes : « oser vaincre ». « La transition socialiste » est, dans une large mesure, un programme économique pour cette victoire. De la gauche. De la révolution.

La Transition Socialiste est la première tentative sérieuse d'étudier les problèmes concrets que la révolution pourrait poser à un autre pays (notamment « développé » — la France), en s'appuyant sur les *leçons* du Chili et du Portugal. Il faut saluer la démarche.

En effet, au cours des années 1974 et 1975, le Portugal a vu défiler, parmi d'immenses masses de jeunes qui venaient participer à la fête révolutionnaire, presque toute l'élite des intellectuels qui, en Europe ou ailleurs, s'étaient penchés, au fil des années, sur les problèmes politiques de la révolution et du socialisme. Une chose qui nous a particulièrement frappé, nous Portugais (et avant nous les Chiliens, je suppose), est le fait qu'ils venaient, le plus souvent, avec une attitude plutôt de pontifes que d'apprentis. Tout au plus, cherchaient-ils à vérifier la justesse de leurs réflexions passées. Et ce qui se déroulait ici était tellement dense et riche, que chacun trouvait sans difficulté des « expériences » qui confirmaient ses vues. Ils

rentraient tranquillement chez eux, publiaient une série d'articles ou même un livre — qu'ils auraient de toute façon pu écrire à partir des informations de la presse, sans avoir à se déplacer (Poulantzas, par exemple, a préféré cette façon de faire, et il n'est pas sûr qu'il ait dit plus de bêtises que les autres...).

En outre, la plupart de ces touristes politiques s'adressaient à leurs « homologues » portugais, ou à ceux qui, croyaient-ils, l'étaient. En fin de compte, ils voyaient les événements à travers des lunettes biaisées, à un tel point qu'ils produisaient, au bout de leur séjour, de véritables monstres (1).

Tirant au contraire les leçons de ces événements, le livre de S.-C. Kolm est la première exception. Je me propose de discuter certaines questions essentielles qu'il soulève. A cause surtout des limites — l'économie — que l'auteur s'est lui-même fixées. Mais, auparavant, je voudrais remarquer que les éléments de base dont l'auteur se sert pour caractériser, d'un point de vue économique, ce qui s'est passé au Portugal, sont suffisamment précis pour pouvoir fonder l'analyse (2). Et je crois qu'il en va de même pour le Chili. Cela étant, je ne me pencherai que sur les conclusions qui en sont tirées et les propositions résultantes (« la bonne politique »).



Les grands traits d'une politique économique révolutionnaire sont présentés par S.-C. K. avec beaucoup de

(1) Deux exemples seulement : « Portugal — la Révolution en marche », vue trotskiste de Bensaïd, Rossi et Udry; le film « La révolution triomphera ? » du fameux américain Stanley Kramer, qui exprime en fait la vision du groupuscule portugais P.R.P. Sans parler du parrainage de A. Badiou, chez Maspero, aux thèses du M.R.P.P., groupuscule provocateur soi-disant maoïste qu'on pourrait plus justement classer dans l'extrême-droite (*Le Portugal de près*).

(2) Une exception, d'ailleurs importante. Le « poids » réel du secteur nationalisé, très inférieur aux 60 % estimés par S.-C.K. Mais c'était, en fait, le chiffre couramment cité au moment où il a écrit son premier texte sur le Portugal (été 1975).

justesse. « Dès le début » réduire l'importance du marché et des échanges monétaires, faire une politique d'indépendance économique (« compter sur ses propres forces », « davantage d'autarcie », etc.), miser sur une nouvelle rationalité de gestion à tous les niveaux, promouvoir le « pouvoir des travailleurs » et toutes les formes de démocratie directe, motiver, informer. Surtout, dès le début, viser la fin et aller vite.

Les mesures très détaillées qui sont proposées dans les divers domaines de l'économie en tant que concrétisation de ces principes me semblent, d'une façon générale, correctes, souvent imaginatives et, d'un point de vue économique, cohérentes.

Mais voilà qu'on s'interroge : tous ces verbes qu'on a énoncés (réduire, faire, miser, promouvoir, motiver, informer) — *qui en est le sujet ?* L'auteur se limite à répondre : la gauche, la *vraie* gauche. Il serait trop facile de s'en tenir à cette réponse. Ce serait en effet faire comme s'il était possible de mettre entre parenthèses « le politique », et en particulier la nature de classe du pouvoir d'État, dans l'analyse d'un processus révolutionnaire, ou même dans la simple formulation d'une stratégie pour une telle situation. Or, une révolution, c'est, selon l'expression de S.-C. K., « un changement social général et profond » et non seulement, selon une définition qu'il attribue (malheureusement) au marxisme, « un bouleversement de l'infrastructure, de la structure de propriété ».

En guise d'introduction à une analyse plus détaillée des rapports entre le politique et l'économique dans un processus révolutionnaire et notamment du rôle décisif de la lutte de classes dans l'évolution de ces rapports, présentons une brève remarque. C'est bien à cause de la survalorisation de la « question de la propriété » que S.-C. K. pouvait dire, en été 1975, au sujet du Portugal, que « le processus est irréversible », que « quoiqu'il arrive les nationalisations et la réforme agraire resteront », qu'« il ne fait pas de doute que l'expropriation de la terre ira

jusqu'au bout », que « les diverses libertés individuelles sont certainement définitivement acquises », etc. Or que voit-on aujourd'hui? Au moment même où j'écris (fin Juillet 1977) une nouvelle « loi de Réforme agraire », proposée par le Parti Socialiste, et qui reconstitue la grande propriété capitaliste dans l'Alantejo vient d'être votée et approuvée; un décret récent autorise que la gestion d'entreprises nationalisées puisse être donnée « en concession » à des entités privées (1); dans quelques jours, une autre loi va être approuvée (toujours avec les voix des partis de droite) qui attribue aux anciens groupes monopolistes de très substantielles indemnisations, passibles d'être immédiatement converties en capital de nouvelles entreprises; les désoccupations de logements et la dévolution d'entreprises aux anciens patrons se poursuivent; enfin, on commence à rencontrer des difficultés pour faire publier des textes « moins conformistes » (et je parle d'expérience) dans la grande presse quotidienne, pour la plus grande part étatisée et menacée par un projet de loi du gouvernement d'être « mise au pas », à l'image des grands organes d'information que le gouvernement contrôle politiquement (T.V., « Diario de Noticias », agence A.N.O.P., etc.) où l'information « officieuse », sinon la censure mal cachée, sont de règle.

Pourquoi ces prévisions se sont-elles révélées trop audacieuses? Pourquoi ce qu'elles estimaient acquis est-il aujourd'hui mis en cause? C'est bien la question de fond. Tout cela a été possible parce que le *pouvoir politique d'État* n'a amais été un pouvoir révolutionnaire. En termes de lutte de classes, on peut dire que, dans la société civile, le rapport des forces s'est, pendant une période, inversé : les travailleurs, le mouvement de masse, étaient, pour une fois, nettement en position offensive. Mais les structures de pouvoir politique, de l'appareil d'État se sont mainte-

(1) Pour le moment il a fallu imaginer cette subtilité parce que la Constitution ne permet pas de « dénationaliser ». Mais, au bout de quatre ans, la Constitution pourra être revue — en admettant qu'elle soit encore en vigueur...

nues presque intégralement : seuls les « hommes en place » ont changé. Ce qui a finalement permis à tous les mécanismes fondamentaux de la société de subsister pour l'essentiel. En conséquence, un simple changement de personnel politique a pu, sans trop de difficulté, rétablir un pouvoir bourgeois « sans masque », même si les rapports sociaux sont *encore* assez loin de ce qu'ils étaient avant 1974.

C'est en cela qu'il faut voir la raison pour laquelle, dans les situations de ce type, même quand tout semble « aller très vite », on ne va nécessairement pas dans la « bonne direction », on ne vise pas dès le début la « bonne société », on ne s'attaque vraiment pas aux mécanismes de marché. Il arrive tout au plus que, comme S.-C. K. le remarque, dans des situations de crise révolutionnaire (je préfère dire : pré-révolutionnaire), le pouvoir soit « vacillant » et faible, et que cela permette au « pouvoir populaire » de s'imposer et de bouleverser la structure de la propriété à un point tel que cela peut donner *l'impression* de l'irréversibilité. Mais voici le point capital de la dialectique sociale : le pouvoir populaire s'impose *parce que* le pouvoir d'État est faible. Ce qui veut dire que si le pouvoir d'État était fort, il n'y aurait pas de bouleversement social, ce serait l'ordre (ancien) qui s'imposerait. S.-C. K. résout le problème facilement : il admet qu'un pouvoir « de gauche » peut, *dans l'ordre*, dynamiser son propre contre-pouvoir — « les soviets partout ». Mais *quel* pouvoir de gauche le ferait ? Un front populaire assis sur une majorité électorale fragile, soucieux de tranquilliser tout le monde (y compris ses propres ennemis), de se présenter comme un « vrai gouvernement » respectable ? Non ; le programme économique contenu dans *La Transition Socialiste* ne pourrait jamais être appliqué que par un pouvoir révolutionnaire, fort, lui, qui naîtrait de la poussée du mouvement de base et balayerait le pouvoir d'État bourgeois — et c'est celà, quelles que soient ses « bonnes intentions », un Front populaire. Le programme proposé

par S.-C. K. n'est pas un perfectionnement du programme de la « gauche » française, il est d'une autre *nature*.

Comment, d'ailleurs, peut-on s'imaginer que ce programme économique qui s'attaquerait à tant de droits acquis et de privilèges, qui se proposerait de détruire les rapports marchands (qui sont des rapports sociaux, beaucoup plus que des rapports économiques ou d'échange matériel), qui, au sein du Marché Commun, tendrait aussi vite que possible à « davantage d'autarcie », comment ce programme pourrait-il être appliqué par un pouvoir « vacillant » ? Seul un pouvoir fort, mais qui soit l'expression d'une immense démocratie des travailleurs, pourra le faire. Comment arriver à *ce* pouvoir, le seul qui permette de dépasser la contradiction pouvoir d'État/pouvoir des masses — voilà la grande difficulté à vaincre pour démarrer la *vraie* transition.

Prenons l'exemple du commerce extérieur. S.-C. K. dit : « Le choix entre tirer davantage des possibilités offertes par les échanges internationaux et plus ou moins d'autonomie, entre échanger et compter sur ses propres forces est sans doute le principal à effectuer en matière d'économie extérieure dans la situation considérée. » On se demande : *qui* ferait ce choix ? En économie de marché, personne ne fait de tels choix globaux, concernant la structure du commerce extérieur : la capacité productive nationale, le comportement de la demande, les conditions de la concurrence internationale, le jeu des élasticités combinées et d'autres facteurs secondaires finissent par déterminer le volume et la valeur relative des importations et exportations. Bien sûr, tout gouvernement, même le plus libéral, peut prendre (et prend à l'occasion) des mesures d'intervention cherchant à équilibrer la balance commerciale et, plus généralement, la balance des paiements. Mais penser que par des mesures restrictives plus ou moins classiques on arrivera à orienter sévèrement le commerce extérieur (voire à réduire son volume global), à faire obstacle aux exigences d'une demande fortement accrue et

rapidement modifiée dans sa structure, surtout à partir de la situation de plein emploi des capacités nationales, enfin à réorienter la production nationale dans le « bon » sens, ce serait méconnaître les énormes contradictions qui travaillent un pouvoir politique du type front populaire, donc sa faiblesse structurelle. Ce serait sous-estimer, face à cette même faiblesse, la puissance intacte d'un secteur privé lié à l'import-export, les pressions et menaces venant de l'extérieur. Et surestimer la capacité et la volonté d'un tel gouvernement de violer les règles de libre-échange qui inspirent notamment les accords européens.

C'est dire que les objectifs de politique économique extérieure préconisés par S.-C. K. exigent un pouvoir fort et décidé qui s'assurera directement les rênes au moins, dans un premier temps, des secteurs clefs du commerce extérieur. Il n'y a pas d'autre façon de lutter contre le marché mondial. Et l'action du marché mondial est terriblement subversive de toute tentative révolutionnaire, si on le laisse avoir un « contact direct » avec les structures de production et de consommation nationales. C'est aussi une leçon du Chili et du Portugal. Sans cela la politique *volontariste* de prix recommandée par S.-C. K. au niveau national serait démantelée sans trop de difficulté — même si elle était décidée et appliquée — par l'action de la concurrence internationale en marché ouvert, ou même assez protégé. Sans parler d'autres effets connus d'actions commises sous couverture des rapports commerciaux privés avec l'étranger (sous- et surfacturations, par exemple). Cela nous conduit à la nécessaire *globalité* d'un processus révolutionnaire.

Le capitalisme *n'est pas*, comme le suggère S.-C. K. en se référant au marxisme, « une certaine structure de propriété du capital ». *Le grand ennemi* n'est pas, selon lui, ce capitalisme, mais bien le marché (1). Pourquoi faire cette distinction? Le marché, au sens strict, est l'expres-

(1) [Mon point de vue est plutôt que le capitalisme est le « grand ennemi » mais que le marché est le plus insidieux. Note de S.-C. K.]

sion du fonctionnement économique du capitalisme (plus précisément du mode de production capitaliste). Or le capitalisme est bien plus que cela : on pourrait presque dire, à l'inverse, que finalement les rapports marchands, de marché, ne font plus que cacher ou opacifier, derrière les apparences de la libre initiative et du libre échange, les rapports sociaux d'exploitation et de domination — ceux qui sont essentiels. C'est pourquoi, d'une part, s'attaquer au marché en termes simplement économiques est insuffisant, d'autre part, même une telle action limitée engendre des réactions en chaîne sur les plans, décisifs, social et politique. Il ne faut pas s'attaquer partiellement à *certain*s phénomènes de marché, si on n'est pas conscient de *ce qui vient ensuite* et si on ne s'y est pas préparé. Il est impossible de se fixer rigoureusement jusqu'où on veut aller, d'établir des limites à ne pas dépasser. Et cela, justement, parce que le capitalisme est un système *global* : on ne peut l'atteindre *dans certaines zones* sans l'atteindre globalement, c'est-à-dire, sans provoquer une réaction *généralisée* des forces dominantes (et de celles qui subissent leur hégémonie).

Nous tombons ici sur une autre question importante. Comme le dit S.-C. K. à propos du Chili, il est très dangereux de penser que les actions d'obstruction au développement du processus révolutionnaire sont le fait du « caractère méchant de (certaines) catégories d'individus ». Cela relève d'une conception moralisante ou manichéiste de la politique, et plus particulièrement de la lutte des classes. Un entrepreneur capitaliste (dont le cœur peut même être plutôt « à gauche ») qui, devant des occupations d'usines, devant le bouleversement des hiérarchies, devant la faiblesse du pouvoir dans le maintien de l'ordre, non seulement n'investit pas, même s'il a les fonds nécessaires, mais encore ralentit la production ou essaie de placer des capitaux à l'étranger, cet entrepreneur agit *logiquement* du point de vue de ses stricts intérêts économiques à terme : il n'est pas sûr de l'avenir, et cela lui commande la prudence,

la minimisation des risques, dans le meilleur des cas l'attente que « la tempête passe ». Il ne le fait pas parce qu'il est méchant, mais *parce qu'il est capitaliste*. Or de l'action cumulée de tous les capitalistes dans le même sens résulte une « action de classe » qui, par là, prend une *qualité politique* et met en danger très rapidement le nouveau pouvoir politique. C'est le système qui se défend, à travers ses mécanismes structurels : en s'estimant exclu du commandement politique, le « bloc » dominant se retranche automatiquement (pas par quelque méchanceté ou même intention délibérée) dans son pouvoir économique — qui est loin d'être celui des seuls monopoles. La plus simple action du plus insignifiant des entrepreneurs contribue à renforcer « la crise ». Ce qui ne veut pas dire que, dans ce domaine, il n'y ait pas aussi des agissements politiquement conscients, de « sabotage » caractérisé. Mais ce qui est décisif, une fois encore, est le phénomène global, la paralysie globale des mécanismes économiques (1). Et, pour la combattre, l'action doit être en premier lieu politique. C'est pourquoi il faut que le pouvoir soit fort et que les travailleurs se reconnaissent en lui.

Au Portugal comme au Chili, le pouvoir politique s'affirmait « au service des travailleurs ». Les travailleurs ne se trompent pas aussi facilement. En effet, ces gouvernements essaient toujours de ménager jusqu'à l'absurde des intérêts inconciliables : on ne peut pas permettre les occupations des maisons d'habitation parce que cela va décourager les investisseurs privés dans l'immobilier et approfondir la crise du secteur de la construction civile. Il en va de même pour les mesures drastiques contre les hauts loyers, etc. Entre-temps, pendant que le gouvernement se débat dans de telles hésitations, des occupations se poursuivent et personne, depuis des mois, n'investit plus un sou dans l'immobilier.

(1) [Cela rejoint tout à fait ce qui est dit dans *La Transition Socialiste*, où on analyse en particulier ce que sont « les spéculateurs » contre la monnaie. Note de S.-C. K.]

Autre exemple : on ne peut pas fixer un salaire maximum national assez bas (bien que « confortable ») parce que cela va décourager des cadres et menacer la production. Mais, en même temps, les mesures favorisant le contrôle des travailleurs sur la gestion, le pouvoir acquis par les « commissions de travailleurs » dans les entreprises et les actions patronales (voir *supra*) ont déjà mis en cause les cadres dans ce qui est vital pour eux (le prestige, la sécurité, l'autorité dans l'entreprise) et en ont fait fuir certains, et ils ont aussi contribué à la baisse de production.

Tout cela conduit à dire qu'il n'y a pas de « juste milieu » ; on ne peut pas fixer à l'avance « combien de marché, combien de non-marché ». Il faut comprendre, et assumer, que, une fois le processus commencé, tout se terminera un jour par la victoire du *marché* (plus correctement, par le plein retour à la domination capitaliste, au sens global) ou par celle de *non-marché* (plus correctement, par la domination des rapports de production socialistes, aussi *globalement*) et non par quelque « juste équilibre » à terme (1). Et c'est la dynamique sociale même, les affrontements concrets sur le terrain de la lutte des classes, qui imposeront au pouvoir politique les décisions qui, *selon le caractère de ce pouvoir*, seront autant de pas en avant... ou en arrière. D'un point de vue révolutionnaire, le seul équilibre victorieux est celui qui ne permettra pas que le secteur de marché subsistant puisse renforcer les rapports capitalistes, mais celui où ce secteur aura été réduit à une activité subsidiaire, contrôlée, dominée — et de plus contribuant à l'accumulation socialiste, jusqu'à sa disparition. La plus ou moins longue marche en direction d'une telle situation est, précisément, *la transition socialiste*. Pour

(1) La formule de « coexistence concurrentielle » entre le secteur privé et le secteur d'État, énoncé par M. Soares pour le Portugal, est, à cette lumière, clairement une formule de « retour au plein capitalisme ». En économie ouverte, avec le profit comme critère moteur, avec le système de prix de marché existant, une telle concurrence « loyale » ne pourra que se terminer par la victoire du capitalisme.

pouvoir y arriver un jour, il faut de l'audace politique dans la prise de mesures de plus en plus *irréversibles*.

Ici s'insère la question des motivations et de l'information. Je prends une phrase de l'économiste soviétique Novozhilov, l'un de ceux qui sont allés le plus loin dans la mise en question du « modèle stalinien » et a préconisé des réformes, assises sur les acquis de l'économétrie, qui n'ont d'ailleurs jamais vu complètement le jour dans son pays (seule la Hongrie a avancé assez loin dans cette direction : le « socialisme de marché »). Il écrit : « des menaces, pourtant, comme des siècles d'expérience administrative le démontrent, sont une stimulation à la production moins efficace que l'intérêt économique ou moral ». Et, curieusement, pour remplacer le système stalinien des menaces, il propose tout simplement le système de l'intérêt économique (le profit, les primes etc.). Nous dirons, et S.-C. K. est avec nous, que la motivation socialiste ne peut être ni la menace venant d'une bureaucratie toute-puissante, ni les « carottes » matérielles du profit et des primes individuelles, qui sont finalement celles qui sont propres au capitalisme. La motivation socialiste ne peut qu'être *morale* (selon l'expression de Novozhilov) ou, plus correctement, ce ne peut qu'être celle de la conscience de l'utilité sociale de sa propre activité, celle du « plaisir » de la décision collective, de la « joie » de l'intervention sociale et politique — en un mot, celle de la « prise de pouvoir » sur sa propre existence.

S.-C. K. dit, avec raison, que le changement des mentalités, « cela prends du temps ». Sans doute. Mais dans ce domaine aussi il faut aller très vite. Mieux : il faut *laisser aller* très vite. Dans une situation de crise pré-révolutionnaire, des masses immenses de travailleurs découvrent par eux-mêmes tout ce qui était caché derrière la toute-puissance des rapports marchands. Des millions d'hommes font en peu de temps des pas géants dans le sens de ce changement de mentalité qui, autrement, durerait d'interminables années. Je doute que, dans des

pays fortement industrialisés, cette fameuse « conquête de l'hégémonie » gramscienne puisse être laissée aux soins d'une « révolution passive » prolongée; la capacité de « récupération » par le capitalisme de tout ce qu'on pourrait croire très subversif s'est avérée énorme jusqu'ici. Or les crises pré-révolutionnaires sont surtout justement — et là nous suivons Gramsci — des crises d'hégémonie. Les classes dominantes ont perdu, temporairement, leur hégémonie. Comment ne pas voir que ce sont des périodes privilégiées pour la remplacer par *une autre* hégémonie, un autre « système de valeurs », comme diraient des sociologues? La transparence même que les rapports sociaux et économiques acquièrent dans ces phases est sans doute une aide puissante pour ceux qui voudront et pourront en profiter.

C'est la tâche, entre autres, d'une force politique née de l'action des masses, ou acquise à ses conquêtes, qui ne pourra qu'approfondir leur « conscience sociale » rapidement croissante. Et pour cela il faudra surtout ne jamais cacher aux travailleurs le prix d'une révolution. Ici intervient le rôle de l'information. En effet, il est très probable que, en vertu de la situation révolutionnaire et de la lutte désespérée des classes dominantes déchues, le « niveau de vie », selon les *critères antérieurs*, vienne à baisser pour beaucoup de gens. Or, on n'arrivera pas à les motiver s'ils ne comprennent pas parfaitement *l'échange* qui est en cause : *entre l'être et l'avoir*. Et pour choisir, il faut connaître les données du problème et de la situation. Il faut connaître et *préférer* les nouveaux critères, en sachant le prix de leur application. Dans ces critères est l'essence du socialisme.

On ne peut non plus ignorer le fait que pour beaucoup, y inclus des travailleurs, le *status quo ante* avec son apparente stabilité, ses « chances de promotion », ses « valeurs traditionnelles », ses attraits matériels, etc., peut *sembler* préférable aux inconnues de l'aventure révolutionnaire. Mais une bonne partie de ceux-là sont tout

simplement des gens conditionnés au « conformisme » — le conformisme étant d'ailleurs, selon Gramsci, une composante essentielle de l'hégémonie, quelle qu'elle soit. Ces personnes pourront finalement assez facilement vivre en conformité avec le nouveau modèle, jusqu'au moment où elles prendront vraiment conscience de ce qu'il est plus juste, plus humain, plus stimulant. Enfin, il y aura la minorité de ceux qui sont atteints dans leurs intérêts profonds (sans parler de ceux dont l'âge ne permet plus un changement de mentalité). Encore une fois, seule l'existence d'un État fort parviendra à maintenir ceux-ci dans le cadre de la nouvelle société, par un effet de dissuasion — pas nécessairement par l'exercice de la répression.

Finalement, puisque S.-C. K. parle, et bien, du Chili et du Portugal, qu'il me soit permis de parler quelque peu de la France. Si on cherche à appliquer à la France ce que je viens de dire, que peut-on conclure? En modifiant légèrement une phrase de S.-C. K., je dirais que « la voie du changement à gauche effectif et durable est *encore plus* étroite, difficile à trouver, bordée de multiples impasses » que ne le pense la gauche française.

En effet, de deux choses l'une. Ou bien, après une victoire électorale d'une « Union de la gauche », tout le monde se tient très discipliné, en attendant les bienfaits qui viendront du nouveau pouvoir, sans trop revendiquer, sans trop pousser à l'accélération de l'application des mesures prévues — tandis que d'autres attendront, eux, ses faiblesses et ses erreurs. Dans ce cas, je pense qu'il serait illusoire de compter sur ce nouveau Front populaire pour « promouvoir » des changements révolutionnaires. Le pouvoir sera pris entre les contradictions habituelles : d'un côté il voudra s'affirmer respectable et capable d'assurer « le changement dans l'ordre »; d'un autre côté il ne pourra éviter la méfiance généralisée des « milieux d'affaires » (les

communistes dans le gouvernement, tout de même!), y inclus la légion de petits et moyens entrepreneurs dans tous les secteurs économiques. Les mécanismes économiques (et idéologiques) qui le conduiront à la défaite sont déjà en marche et sont bien connus. Entendons-nous : si la victoire électorale était obtenue à 70 %, ou 80 %, des voix, les choses se passeraient peut-être un peu différemment. Mais personne n'estime que ce soit tant soit peu probable. Une victoire à 52 %, par exemple, permet une « rotation sans incidents » (et sans révolution bien sûr) dans une Angleterre ou une Allemagne — et éventuellement aussi en France si c'était la victoire du seul Parti Socialiste. Mais dans le cas présent tout porte à croire que, sans grand mouvement de masses, les jours — ou les années — du pouvoir de gauche seront comptés, et qu'il ne laissera que la marque de quelques nationalisations de plus ou quelques réformes plus ou moins importantes.

L'autre scénario pourrait être celui que S.-C. K. espère, mais dont il montre les risques si c'est dans le cadre de l'application d'un programme économique erroné : la victoire électorale entraîne un nouveau « 36-68 ». A mon avis, c'est là la seule « hypothèse révolutionnaire », bien que je ne sous-estime pas ses risques décrits par S.-C. K., et beaucoup d'autres encore. D'ailleurs, dans un article paru dans *Le Monde* (11 mars 1977), N. Poulantzas, plus sensible au côté politique de la question, s'interroge aussi de façon surprenante (en voulant justement s'appuyer sur les cas portugais et chilien) : « Comment éviter qu'on ne s'achemine, lentement mais sûrement, vers une situation de double pouvoir ? ». A cela je donne ma réponse, peut-être pas la bonne : si les masses se mettent en mouvement, *il n'y aura pas moyen de l'éviter* (sauf par intervention armée). Et c'est pourquoi je disais au début que la voie révolutionnaire est encore plus étroite qu'il ne paraît. Parce qu'on ne voit pas facilement comment le très respectueux gouvernement P.S.-P.C.F., poussé par les masses, s'assumerait en tant que « gouvernement révolu-

tionnaire » et prendrait alors des mesures suggérées par S.-C. K., parmi pas mal d'autres. En toute probabilité, on aurait là, une fois de plus, une situation pré-révolutionnaire typique, qui ne pourrait finir que par la défaite conjointe des « deux pouvoirs » — celui d'État et celui des masses —, et c'est bien ce que craint Poulantzas, ou bien par l'émergence d'un *nouveau* pouvoir d'État, très imbriqué dans les masses, qui est, lui, *le* pouvoir révolutionnaire — le seul qui puisse aspirer à « davantage d'autarcie », à motiver des gens selon de « nouvelles valeurs », à faire comprendre les exigences d'une situation de crise et ses compensations, à bouleverser dans la « bonne direction » toutes les structures — les mécanismes économiques, les comportements sociaux, les rapports de force politiques, les rapports de production, etc., etc. En un mot : c'est la seule chance de « changer la vie ». La France, la France des travailleurs, est-elle préparée à cela? En sont-ils conscients, ceux qui votent « à gauche »?

João MARTINS PEREIRA

Avant de parler de changement de pouvoir politique, ne faut-il pas être plus sérieux et s'interroger sur la signification et les moyens pour passer d'une **économie capitaliste** à une **économie authentiquement socialiste**?

Quel socialisme offrir à un pays occidental, industriel, « développé »?

Y a-t-il des leçons d'économie à tirer du Chili, du Portugal, de la Suède ou du Front Populaire?

Périr ou trahir, est-ce le destin du Socialisme?

* * *

Autour de la « TRANSITION SOCIALISTE », des économistes, parmi les plus grands, venus du monde entier, proposent les solutions d'une transition vers une société meilleure. Serge-Christophe Kolm est auteur de nombreux travaux en économie politique et autres sciences sociales. Il est aussi militant et conseiller de mouvements sociaux en divers lieux du monde. Chercheur - professeur, il a notamment exercé aux universités de Harvard et Stanford aux Etats-Unis et il est directeur d'Etudes à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.